

Direction du patrimoine bâti

Quai Général-Guisan 34
Restauration des façades de l'Hôtel Métropole

Mandat d'architecte

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

M271-TI

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

- 1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT**
- 2. INFORMATIONS GENERALES**
- 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION**
- 4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE**

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR

- **Document B1 (agrafé et non relié)**
 - **Attestations demandées**
-

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Procédure ouverte : documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch en format pdf

- Document A1, cahier des charges
- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat
- Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 102)
- Dossier de plans de requête en autorisation de construire
- Etude historique établi par la Conservation du patrimoine architectural de la Ville de Genève
- Rapport d'état général des façades en pierres de taille de l'Hôtel Métropole, établi par l'Atelier Lithos en décembre 2015

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Plan de situation, extrait cadastral, <http://ge.ch/sitg/cartes>
- Règlement SIA 102 et contrat SIA 1002, <http://www.sia.ch> (moyennant finance)
- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.etat-ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Sont consultables sur le site www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles :
Charte graphique de la Ville de Genève;
Tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève;
Directives relatives à la constitution des dossiers définitifs par opérations (DPBA)

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour

Quai Général-Guisan 34 Restauration des façades de l'Hôtel Métropole

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les architectes établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'architecte des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne ou de Zurich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, de l'université de Genève, des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève
Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité
Direction du patrimoine bâti
Rue du Stand 25 – 1204 Genève
Fax 022 418 21 51 – e-mail : patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

Le présent appel d'offres a pour objectif de désigner un mandataire architecte pour la restauration des façades de l'Hôtel Métropole.

Le mandat attribué portera sur l'exécution des phases d'appel d'offres et de réalisation.

Le bureau d'architecte retenu sera épaulé par un consultant expert en restauration de pierre de taille, pour lequel un appel d'offres sera lancé en parallèle à celui pour le mandat d'architecte.

Le mandataire architecte désigné devra œuvrer en étroite collaboration avec le bureau mandaté par le Département des finances, de l'environnement et du logement de la Ville de Genève pour la modernisation intérieure de l'hôtel.

2.2.2 Descriptif

L'Hôtel Métropole, construit par l'architecte Joseph Collart entre 1853 et 1856, participe à la première opération d'urbanisation du territoire laissé par les anciennes fortifications de la rive gauche. Implanté à proximité du lac, face au jardin anglais conçu à la même époque, il s'inscrit dans le contexte de l'installation d'une série d'établissements hôteliers autour de la rade, marquant l'avènement d'une Genève cosmopolite à vocation touristique.

Les façades édifiées intégralement en pierre de taille présentent un parement d'origine en molasse de la région genevoise. Cette pierre naturelle a été employée pour tous les éléments de modénature tels que fonds de murs à bossage ou simples, encadrements d'ouvertures, couronnements et consoles ouvragés, pilastres, colonnes engagées avec leurs chapiteaux ouvragés, entablement intermédiaire, corniche sous toiture et lucarnes.

Les socles, les seuils de portes ainsi que les parements à bossages de l'entrée sud ont été réalisés en roche du Jura ; les contrecœurs des fenêtres du rez-de-chaussée en roche de Saint-Triphon.

Mis à part des éléments de décor en grès, tels que chapiteaux de pilastre ou colonnes engagées ainsi que consoles de couronnement de fenêtres en bon état de conservation, l'ensemble a souffert des outrages du temps de même que d'interventions lors de rénovations successives : remplacement des dalles de balcons à l'origine en calcaire dur, de leurs consoles ainsi que du cordon mouluré sur rez-de-chaussée à l'origine en molasse par des éléments en ciment lors de la restauration de 1946-1947 ; utilisation de la molasse de Fribourg lors de la restauration de 1979-1982 en tant que pierre de remplacement pour le parement des façades.

Outre le fait que l'ensemble soit très encrassé en raison de l'environnement urbain très pollué, on constate diverses dégradations en fonction de la qualité naturellement variable de la molasse employée, de l'exposition aux intempéries, du rejaillissement des eaux de pluie ainsi que des mortiers de rejointoiement et de rhabillage d'une dureté excessive.

Une demande d'autorisation de construire a été déposée le 5 juillet 2021 auprès de l'office éponyme (OAC) par le bureau Arcature - Atelier de réalisation et de conception d'architecture SA, mandataire en charge de la rénovation intérieure de l'hôtel incluant également la restauration des façades.

2.2.3 Programme

La surface des façades concernée par les travaux est de 3'510 m².

Peu de travaux ont été effectués sur les façades depuis trente-neuf ans ; il en résulte la nécessité d'une rénovation générale importante.

La qualité de l'intervention dépendra en grande partie de la finesse du regard de l'architecte et des mandataires spécialisés, en lien avec une volonté de maîtrise des coûts.

Installation de chantier

Installation de chantier générale.

Mise en place d'un échafaudage et de dispositifs de protection des clients et des passants et des voies de circulation qui ne peuvent pas être interrompues (transports publics).

Assainissement complet des façades en pierre de taille

Pour les parties en calcaire dur et ciment moulé, un nettoyage soigné (brossage, lavage à l'eau chaude ou nettoyage à basse pression) afin d'éliminer les salissures tenaces.

Un polissage complet des contrecœurs en pierre Saint-Triphon.

La réparation ponctuelle des endroits fissurés, cassés, manquants, soit par dépose et recollage soignés des pièces, soit par réparation à l'aide d'un mortier adapté ou d'empîement de même pierre posé à joints serrés.

Le rejointoiement des endroits où le mortier est manquant.

Pour les parties en molasse, un léger ravalement des parements afin de purger la pierre et l'assainir durablement.

Un nettoyage soigné par brossage, lavage à l'eau chaude sans pression, des parties ouvragées (consoles, colonnes, chapiteaux) afin d'éliminer l'encrassement gras causé par la pollution de l'air ambiant.

Des piquages ponctuels des anciens rhabillages et des réparations au mortier adapté.

La pose d'empîements de même pierre posés à joints serrés.

La taille et mise en œuvre de pièces neuves massives en pierre idem à l'existant, afin de réparer toutes les parties ayant souffert d'une usure naturelle.

Le rejointoiement complet, le mortier précédemment employé étant trop dur pour la molasse.

Marquises - Balcons

Rénovation des marquises d'entrées, contrôle de l'étanchéité.

Reprise du revêtement en résine des dalles de balcons ; de même de l'étanchéité des seuils et des garnitures en ferblanterie.

Remise en état des garde-corps et des scellements.

Peinture des garde-corps.

Toiture

Ponctuellement quelques reprises de la ferblanterie sont à envisager.

Menuiserie et vitrages

Réfection des vernis de protection et des joints d'étanchéité extérieurs.

Remplacement des pièces de menuiserie les plus abîmées.

Remplacement des verres et des joints défectueux des vitrages.

Masticage manquant des baguettes à verre.

Stores

Remplacement des stores à lamelles.

Alimentation électrique pour commandes de stores.

Remplacement des stores en toile de tente semi-sphérique du rez-de-chaussée, y compris de leurs armatures métalliques.

Eclairage façades

Nouvelle installation d'éclairage pour la mise en valeur architecturale et remplacement des sources lumineuses en LED. Tenant compte des législations, des nouvelles technologies ainsi que des effets négatifs des émissions lumineuses sur l'environnement.

Aucune intervention n'est prévue à l'intérieur du bâtiment dans le cadre de ce mandat.

2.2.4 Situation foncière

L'Hôtel Métropole est situé sur la parcelle N°4140 du cadastre de la commune de Genève Cité, d'une surface de 1'507 m². Cette parcelle est propriété de la Ville de Genève.

Le bâtiment est situé en 1^{ère} zone de construction et est inscrit dans le périmètre du plan de site de la rade, où il figure en tant que bâtiment maintenu, protégé par un règlement.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

Le coût total de l'opération, y compris les frais administratifs et financiers du Maître d'ouvrage dont les prestations du personnel pour investissements (5%) et les intérêts intercalaires (2%) est estimé à CHF 8'945'000.00 TTC.

Le montant des travaux donnant droit aux honoraires d'architecte pour l'ensemble du marché est estimé à CHF 5'795'900.00 HT.

2.2.6 Prestations du mandataire

Le mandat comprendra l'exécution des prestations d'architecte, telles que définies dans le règlement SIA 102, édition 2003, pour une rénovation, à partir de la phase 41.

b)	4	Appel d'offres	41	Appels d'offres, comparaison des offres Proposition d'adjudication
c)	5	Réalisation	51 52 53	Projet d'exécution Exécution de l'ouvrage Mise en service, achèvement

Etablissement de l'offre

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires. Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux.

Une prestation complémentaire est attendue pour la prise de connaissance du projet et pour la planification de sa réalisation.
Les honoraires de cette prestation seront calculés à part selon une estimation au tarif temps.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT, sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

Renchérissement

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

Frais accessoires

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Délais

Les travaux devront être réalisés en coordination avec la modernisation intérieure de l'hôtel. Le planning suivant est à titre indicatif et pourrait subir des modifications.

Attribution du mandat	Automne 2021
Appel d'offres	Hiver 2021-2022
Début du chantier	Été 2022
Mise à disposition	Été-2024

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : 01.12.2021 à 11 h 00.

auprès de

Ville de Genève
Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité
Unité soumissions
4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3^{ème} étage inférieur)
Case postale 3983
1211 Genève 3
Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un support numérique contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Si le rendu est sous forme de planche, une réduction A3 devra être fournie.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES M271-TI
Mandat d'architecte
Quai Général-Guisan 34
Restauration des façades de l'Hôtel Métropole

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Emolument d'inscription et frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

Le bureau Arcature - Atelier de réalisation et de conception d'architecture SA, dont les plans du dossier de demande d'autorisation de construire sont remis aux concurrents, est autorisé à participer au présent appel d'offres.

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux n'est pas admise.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.17 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

3.18 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **29.10.2021 à 16h00**
auprès de

Ville de Genève

Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité

Direction du patrimoine bâti

Rue du Stand 25 – 1204 Genève

Secrétariat 5^{ème} étage

Fax : 022 418 21 51

E-mail : patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur www.simap.ch.

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et visite du site d'exécution

Aucune séance d'information ni visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION		PONDERATION
<hr/>		
1	Qualité économique globale de l'offre - prix - crédibilité du prix (heures, tarifs, etc.)	30 %
<hr/>		
2	Références du candidat	30 %
<hr/>		
3	Compréhension de la problématique	20 %
<hr/>		
4	Organisation	20 %
<hr/>		
TOTAL		100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante : **formule linéaire T1 pondérée**

Note du soumissionnaire (arrondie au dixième) = $5 - (P \text{ offert} - P \text{ min.}) / (P \text{ moyen} - P \text{ min.})$

P offert : montant du prix offert

P min : montant du prix offert selon l'offre la plus basse reçue

P moyen : moyenne des prix offerts avec évacuation des montants extrêmes

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exclure un soumissionnaire si son offre est jugée anormalement basse.

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

<i>Prénom / Nom</i>	<i>Société / fonction / profession</i>	<i>Suppléant/e</i>
M. Christian PESCH	Ville de Genève (VdG), Adjoint de direction du patrimoine bâti	M. Philippe MEYLAN, VdG, Directeur du patrimoine bâti
M. Andrea IUVARA	VdG, Chef de projets à la direction du patrimoine bâti	
Mme Nathalie BÖHLER	VdG, Directrice du département des finances, de l'environnement et du logement (DFEL)	M. Philippe KREBS, VdG, Directeur adjoint, DFEL
Mme Cindy DULAC-LEHMANN,	VdG, Architecte spécialisée en conservation du patrimoine	M. Pierre TOURVIEILLE DE LABROUHE, VdG, Conseiller en conservation du patrimoine
M. Danilo CECCARINI	Bureau LINEA Architecture & design, Architecte	

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en

premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 102 (édition 2003) est applicable.